

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 18 mars 2014

(6^{ème} séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-03-04

OBJET: Approbation du procès-verbal de la séance du 08 mars 2014

L'an deux mille quatorze, le mardi dix huit mars, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie de Morne-A-l'Eau, sur convocation et sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (25)

M. Jean ANZALA, M. Basile ARTHUR, M. Jules CAFAIT, M. Edgard CARLET, M. Sylvère ENODIG, Mme Anithe ERONI, M. Philipson FRANCHFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPEXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAL, Mme Nadia OUJAGIR, Mme Laure PILAETON, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, Edmond MARCEL, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, Mme Marianne LOYSON, M. Patrick CORNELIE

DELEGUE(S) EXCUSE(S) : M. Jean-Luc BERNARD

DELEGUE(S) ABSENT(S) : M. Jean BARDAIL, M. Max BYRAM, José LUDGER, M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO, M. Olga BERAL, M. Alfred DONA ERIE, M. Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Daniel DULAC, M. Patrice MOUDAT

DELEGUES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : 0

A été élu secrétaire de séance : Mme Sabine MAMERT-LISTOIR

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DiCTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Considérant que le Procès-verbal (PV) de la séance du conseil communautaire en date du 08 mars 2014 était joint à la convocation du conseil communautaire ;

Considérant que l'assemblée ne formule ni remarque, ni observation quant au projet de PV transmis ;

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,

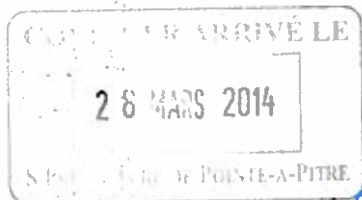
Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1: D'approuver le procès verbal de la séance du conseil communautaire en date du 08 mars 2014.

ARTICLE 2 : De charger la Présidente et le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du nord grande terre, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.



POUR EXTRAIT CERTIFIÉ
CONFORME,



Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : pref@ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 18 mars 2014

(6ème séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-03-05

OBJET : Vote de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) – 2014

L'an deux mille quatorze, le mardi dix huit mars, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie de Morne-A-l'Eau, sur convocation et sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (25)

M. Jean ANZALA, M. Basile ARTHUR, M. Jules CAFAIT, M. Edgard CARLET, M. Sylvère ENODIG, Mme Anithe ERONI, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPHÉXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAL, Mme Nadia OUJAGIR, Mme Laure PHAETON, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, Edmond MARCEL, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, Mme Marianne LOYSON, M. Patrick CORNELIE

DELEGUE(S) EXCUSE(S) : M. Jean-Luc BERNARD

DELEGUE(S) ABSENT(S) : M. Jean BARDAIL, M. Max BYRAM, José LUDGER, M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO, M. Olga BERAL, M. Alfred DONA ERIE, M. Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Daniel DULAC, M. Patrice MOUDAT

DELEGUES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : 0

A été élu secrétaire de séance : Mme Sabine MAMERT-LISTOIR

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Considérant la délibération du conseil communautaire n° COM 2014-01-11 en date du 13 janvier 2014 qui décide du lissage des taux communaux de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) vers un taux moyen pondéré de 9,60 % sur une durée de dix (10) ans ;

Entendu le rapport de la commission financière du 13 mars 2014 ;

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité :

DECIDE

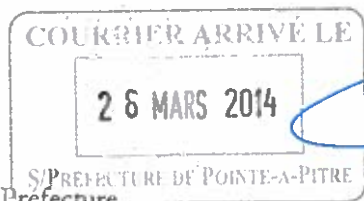
ARTICLE 1: D'établir comme ci-dessous, les taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères dans les communes membres :

- ANSE-BERTRAND : 8.30 %
- LE MOULE : 9.02 %
- MORNE-A-L'EAU : 9.64 %
- PETIT-CANAL : 11.76 %
- PORT-LOUIS : 11.58 %

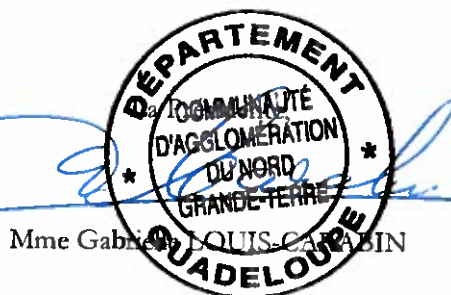
ARTICLE 2: De charger l'ordonnateur, le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du nord grande terre et le Directeur des finances publiques, chacun en ce qui le concerne, de la mise en œuvre de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,



Transmis à la Sous-Prefecture



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 18 mars 2014

(6ème séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-03-06

OBJET : Lissage et vote de la Cotisation Foncière des Entreprises – 2014

L'an deux mille quatorze, le mardi dix huit mars, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie de Morne-à-l'Eau sur convocation et sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (27)

M. Jean ANZALA, M. Basile ARTHUR, M. Jules CAFAIT, M. Edgard CARLET, M. Sylhère ENODIG, Mme Anitbe ERONI, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPHEXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAIL, Mme Nadia OUJAGIR, Mme Laure PHAETON, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, Edmond M'IRCEL, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, Mme Marianne LOYSON, M. Patrick CORNELIE, Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND

DELEGUE(S) EXCUSE(S) : M. Jean-Luc BERNARD

DELEGUE(S) ABSENT(S) : M. Jean BARDAIL, M. Max BYRAM, José LUDGER, M. Alain MOUSTACHE-ALAYEKO, M. Olga BERAL, M. Alfred DONA-ERIE, M. Daniel DULAC, M. Patrice MOUDAT

DELEGUES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : 0

A été élu secrétaire de séance : Mme Sabine MAMERT-LISTOIR

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

VU le code général des impôts notamment son article 1638 quater alinéa 2 du II bis ;

VU l'avis de la commission financière réunie le 13 Mars 2014 ;

Considérant que l'extension du périmètre de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre aux communes de Petit-Canal, du Moule et de Morne-à-l'eau entraîne automatiquement le transfert de la fiscalité professionnelle unique (ex TPU) avec unification des taux actuels ;

Considérant que chaque année le taux de la contribution foncière des entreprises (CFE) de 2013 appliqué sur le territoire communal est réduit d'un même montant, égal à l'écart de taux constaté par rapport à celui de l'ancienne CCNGT, divisé par la durée de lissage retenue ;

Considérant le rapport de taux CFE entre toutes les communes du groupement ;

Taux de CFE de la commune la moins imposée de l'année n-1

Taux de CFE de la commune la plus imposée de l'année n-1

Rapport	Durée d'unification des taux
Rapport supérieur ou égal à 90%	Unification immédiate
Rapport inférieur à 90% et supérieur ou égal à 80%	<u>2 ans</u>
Rapport inférieur à 80% et supérieur ou égal à 70%	<u>3 ans</u>
Rapport inférieur à 70% et supérieur ou égal à 60%	<u>4 ans</u>
Rapport inférieur à 60% et supérieur ou égal à 50%	<u>5 ans</u>
Rapport inférieur à 50% et supérieur ou égal à 40%	<u>6 ans</u>
Rapport inférieur à 40% et supérieur ou égal à 30%	<u>7 ans</u>
Rapport inférieur à 30% et supérieur ou égal à 20%	<u>8 ans</u>
Rapport inférieur à 20% et supérieur ou égal à 10%	<u>9 ans</u>
Rapport inférieur à 10%	<u>10 ans</u>

Considérant que deux choix s'offrent à la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre ;

1- DROIT COMMUN : Alignement du taux de CFE des nouveaux entrants sur celui de la CCNGT

Commune	Tx CFE	Tx EPCI	Ecart de Tx	Durée de lissage (ans)	N+1	N+2	N+3
EPCI	22.54‰	22.54‰	-	-	22.54‰	22.54‰	22.54‰
Anse Bertrand	0‰	22.54‰	+	-	22.54‰	22.54‰	22.54‰

Morne-à-Peau	29.11%	22.54%	77.43%	3	26.92%	24.73%	22.54%
Moule	29.24%	22.54%	77.09%	3	27.01%	24.77%	22.54%
Petit-Canal	20.51%	22.54%	90.99%	1	22.54%	22.54%	22.54%
Port-Louis	0%	22.54%	-	-	22.54%	22.54%	22.54%

Considérant que lorsque la période d'harmonisation de taux des communes déjà membres est terminée il y a possibilité d'augmenter la durée maximum de lissage pour la commune entrante (maj. 2/3 du conseil communautaire) comme c'est le cas au sien de la CANGT ;

- 2 REGIME DEROGATOIRE : Recalcul du taux moyen pondéré (TMP) (délibération à la majorité simple). Cette application est possible dès lors que le taux de CFE des communes entrantes est supérieur au taux de CFE de l'EPCI

Communes	Base 2013	Tx de référence CFE	Produit	Taux communes	Taux unique	Durée de lissage	Variation annuelle taux	Taux 2014
EPCI	995 700	22.54%	224 431					
Anse-Bertrand	-	-	-	22.54%	27.53%	3	1.66%	24.20%
Morne-à-l'eau	4 506 582	29.11%	438 566	29.11%	27.53%	3	-0.53%	28.58%
Moule	4 053 371	29.24%	1 185 206	29.24%	27.53%	3	0.57%	28.67%
Petit Canal	616 400	20.51%	126 424	20.51%	27.53%	3	2.34%	22.85%
Port-Louis	-	-	-	22.54%	27.53%	3	1.66%	24.20%
Total	7 172 053	27.53%	1 974 627					
Ecart de taux		70.46%						
Durée de lissage (ans)		3						

Considérant qu'en vertu du 2 du II bis de l'article 1638 quater du CGI le conseil communautaire peut opter, à la majorité simple, pour un lissage sur douze ans maximum.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1^{er} : D'appliquer le taux moyen pondéré de la cotisation foncière des entreprises (régime dérogatoire) soit 27.53%.

ARTICLE 2 : D'adopter le principe d'un lissage sur 10 ans conformément au 2 du II bis de l'article 1638 du code général des impôts.

ARTICLE 3 : De charger l'ordonnateur, le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du nord grande terre et le Directeur des finances publiques, chacun en ce qui le concerne, de la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération sera notifiée à Madame la Préfète de Région.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.



POUR EXTRAIT CERTIFIÉ
CONFORME,



Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe-la-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 18 mars 2014

(6ème séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-03-08

OBJET : Vote du Budget Principal 2014 – M14

L'an deux mille quatorze, le mardi dix huit mars, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie de Morne-A-l'Eau, sur convocation et sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (28)

M. Jean ANZALA, M. Basile ARTHUR, M. Jules CAFAIT, M. Edgard CARLET, M. Sylvere ENODIG, Mme Anithe ERONI, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPHEXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAL, Mme Nadia OUJAGIR, Mme Laure PHAETON, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, Edmond MARCEL, , Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, Mme Marianne LOYSON, M. Patrick CORNELIE, Pierre PORLON, Mme Mascette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Daniel DULAC

DELEGUE(S) EXCUSE(S) : M. Jean-Luc BERNARD,

DELEGUE(S) ABSENT(S) : M. Jean BARDAIL, M. Max BYRAM, José LUDGER, M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO, M. Olga BERAL, M. Alfred DONA ERIE, M. Patrice MOUDAT,

DELEGUES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : 0

A été élu secrétaire de séance : Mme Sabine MAMERT-LISTOIR

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DiCTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

VU la délibération N°COM 2014-03-02 du 08 Mars 2014 portant débat d'orientation budgétaire ;

VU le rapport de Mme La présidente annexé à la présente ;

Entendu le rapport de la commission des affaires financières réunie le 13 Mars 2014.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité,

DECIDE

ARTICLE 1^{er} : De voter, chapitre par chapitre, le budget principal 2014-M14 comme suit :

Dépenses			Recettes		
FONCTIONNEMENT					
Chapitre	Libellé	Montant	Chapitre	Libellé	Montant
011	Charge à caractère général	7 791 900	70	Ventes de produits fabriqués, prestations	310 000
012	Charge de personnel et frais assimilés	1 774 382	73	Impôts et taxes	11 685 500
65	Autres charges de gestion courante	158 500	74	Dotations et participations	4 631 999
66	Charges financières	47 900			
67	Charges exceptionnelles	100 000			
014		4 628 000			
023	Virement à la section d'investissement	2 088 043			
042	Op d'ordre de transfert entre section	38 774			
TOTAL		16 627 499	TOTAL		16 627 499
INVESTISSEMENT					

16	Emprunts et dettes assimilés	75 000	13	Subventions	2 719 930
20	Immobilisations Incorporelles	35 000	040	Opérations d'ordre de transfert entre section	38 774
21	Immobilisations Corporelles	180 000	021	Virement de la section d'exploitation	2 088 043
23	Immobilisations en cours	165 000			
Op.Equ : 2014-1	Atelier de transformation et Cuisine centrale	3 000 000			
Op Equ : 10	Collecte sélective des emballages ménagers	437 490			
Op Equ : 11	Déchetterie du MOULE	954 257			
TOTAL		4 846 747	TOTAL		4 846 747

ARTICLE 2: De charger la Présidente, le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du nord grande terre et le comptable, chacun en ce qui le concerne, de la mise en œuvre de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.



POUR EXTRAIT CERTIFIÉ



Mme Gabrielle LOUIS ARABIN

Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : prefte.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 18 mars 2014

(6ème séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-03-09

OBJET : Subvention exceptionnelle au service « Assainissement non collectif »

L'an deux mille quatorze, le mardi dix huit mars, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie de Morne-A-l'Eau sur convocation et sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice :

36

PRESENTS :

(28)

M. Jean ANZALA, M. Basile ARTHUR, M. Jules CAFAIT, M. Edgard CARLET, M. Sylvère ENODIG, Mme Anitbe ERONI, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPHÉXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAL, Mme Nadia OUJAGIR, Mme Laure PHAETON, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, Edmond MARCEL, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, Mme Marianne LOYSON, M. Patrick CORNELIE, Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Daniel DULAC

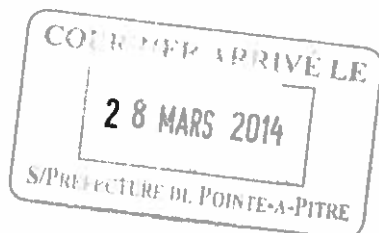
DELEGUE(S) EXCUSE(S) : M. Jean-Luc BERNARD

DELEGUE(S) ABSENT(S) : M. Jean BARDAIL, M. Max BYRAM, José LUDGER, M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO, M. Olga BERAL, M. Alfred DONA ERIE, M. Patrice MOUDAT

DELEGUES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : 0

A été élu secrétaire de séance : Mme Sabine MAMERT-LISTOIR

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer



VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L 2224-1 et suivants

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Considérant que le service assainissement non collectif ne génère pas de nouvelles recettes propres à son exploitation, compte tenu de sa mise en œuvre au titre du présent exercice.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1: D'allouer une subvention exceptionnelle de 100 000 € au service « ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF », au titre de l'exercice 2014.

ARTICLE 2: De charger la Présidente, le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du nord grande terre et le comptable, chacun en ce qui le concerne, de la mise en œuvre de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.



POUR EXTRAIT CERTIFIE



Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 18 mars 2014

(6ème séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-03-10

OBJET : Vote du budget annexe 2014 – M 49 - « ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF »

L'an deux mille quatorze, le mardi dix huit mars, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie de Morne-A-l'Eau sur convocation et sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (28)

M. Jean ANZALA, M. Basile ARTHUR, M. Jules CAFAIT, M. Edgard CARLET, M. Sylvère ENODIG, Mme Anithe ERONI, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPHEXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAL, Mme Nadia OUJAGIR, Mme Laure PHAETON, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, Edmond MARCEL, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, Mme Marianne LOYSON, M. Patrick CORNELIE, Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Daniel DULAC

DELEGUE(S) EXCUSE(S) : M. Jean-Luc BERNARD

DELEGUE(S) ABSENT(S) : M. Jean BARDAIL, M. Max BYRAM, José LUDGER, M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO, M. Olga BERAL, M. Alfred DONA ERIE, M. Patrice MOUDAT

DELEGUES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : 0

A été élu secrétaire de séance : Mme Sabine MAMERT-LISTOIR

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L 2224-1 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

VU la délibération N°COM 2014-03-02 du 08 Mars 2014 portant débat d'orientation budgétaire au titre de l'exercice 2014 ;

VU le rapport de Mme La présidente annexé à la présente ;

Entendu le rapport de la commission des affaires financières réunie le 13 Mars 2014 ;

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité

DECIDE

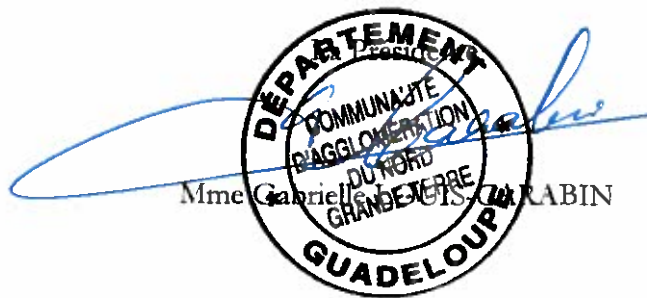
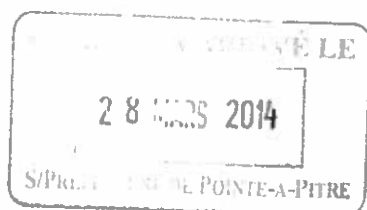
ARTICLE 1: De voter, chapitre par chapitre, le budget annexe 2014-M49-
« ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF » comme suit :

Dépenses			Recettes		
FONCTIONNEMENT					
Chapitre	Libellé	Montant	Chapitre	Libellé	Montant
011	Charge à caractère général	71 180	70		150 000
012	Charge de personnel et frais assimilés	39 770			
65	Autres charges de gestion courante	7 500			
023	Virement à la section d'investissement	23 550			
TOTAL		150 000	TOTAL		150 000
INVESTISSEMENT					
20	Immobilisations Incorporelles	20 500			
Op Equ : 12	Matériel Informatique	1 550			
Op Equ : 13	Mobilier	1 500	021	Virement de la section d'exploitation	23 550
TOTAL		23 550	TOTAL		23 550

ARTICLE 2: De charger la Présidente, le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du nord grande terre et le comptable, chacun en ce qui le concerne, de la mise en œuvre de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ
CONFORME,



Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 18 mars 2014

(6ème séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-03-11

OBJET : Vote du budget annexe 2014- M 49- « ASSAINISSEMENT COLLECTIF »

L'an deux mille quatorze, le mardi 18 mars, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie de Morne-A-l'Eau sur convocation et sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (28)

M. Jean ANZALA, M. Basile ARTHUR, M. Jules CAFAIT, M. Edgard CARLET, M. Sylvère ENODIG, Mme Anitbe ERONI, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPHEXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAL, Mme Nadia OUJAGIR, Mme Laure PHAETON, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, Edmond MARCEL, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, Mme Marianne LOYSON, M. Patrick CORNELIE, Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Daniel DULAC

DELEGUE(S) EXCUSE(S) : M. Jean-Luc BERNARD

DELEGUE(S) ABSENT(S) : M. Jean BARDAIL, M. Max BYRAM, José LUDGER, M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO, M. Olga BERAL, M. Alfred DONA ERIE, M. Patrice MOUDAT

DELEGUES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : 0

A été élu secrétaire de séance : Mme Sabine MAMERT-LISTOIR

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L 2224-1 et suivants

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

VU la délibération N°COM 2014-03-02 du 08 Mars 2014 portant débat d'orientation budgétaire au titre de l'exercice 2014 ;

VU le rapport de Mme La présidente annexé à la présente ;

Entendu le rapport de la commission des affaires financières réunie le 13 Mars 2014 ;

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité

DECIDE

ARTICLE 1: De voter, chapitre par chapitre, le budget annexe 2014-M49-
« ASSAINISSEMENT COLLECTIF » comme suit :

Dépenses			Recettes		
FONCTIONNEMENT					
Chapitre	Libellé	Montant	Chapitre	Libellé	Montant
011	Charge à caractère général	51 000	70		150 000
012	Charge de personnel et frais assimilés	15 967			
65	Autres charges de gestion courante	3 000			
66	Charges financières	70 033			
023	Virement à la section d'investissement	10 000			
TOTAL		150 000	TOTAL		150 000
INVESTISSEMENT					
20	Immobilisations Incorporelles	21 000	13	Subventions	5 561 044
Op Equ : 13	Matériel Informatique	1 550	16	Emprunts et dettes	600 000
Op Equ : 14	Mobilier	1 500	10	Dotation, Fonds divers	273 724

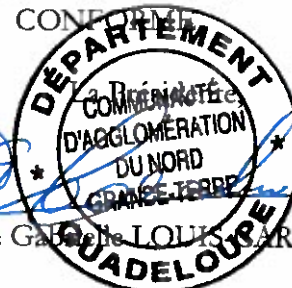
				et réserves	
Op Equ : 31	Extension de Réseaux	68 405	021	Virement de la section d'exploitation	10 000
Op Equ : 74	STEP Anse-Bertrand	62 731			
Op Equ : 75	ETEP Morne à l'eau	4 986 000			
Op Equ : 77	STEP Petit Canal	67 274			
Op Equ : 79	STEP Port Louis	1 155 408			
Op Equ : 722	Ouvrage de Refoulement	57 136			
16	Emprunts et dettes assimilés	23 764			
TOTAL		6 444 768	TOTAL		6 444 768

ARTICLE 2: De charger la Présidente, le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du nord grande terre et le comptable, chacun en ce qui le concerne, de la mise en œuvre de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.



POUR EXTRAIT CERTIFIÉ
CONFORME



Mme Gabrielle LOUIS CARABIN

Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe-la-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 18 mars 2014

(6ème séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-03-12

OBJET : Vote du budget annexe 2014- M49- « EAU POTABLE »

L'an deux mille quatorze, le mardi dix huit mars, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie de Morne-A-l'Eau sur convocation et sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (28)

M. Jean ANZALA, M. Basile ARTHUR, M. Jules CAFAIT, M. Edgard CARLET, M. Sylvere ENODIG, Mme Anithe ERONI, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPHEXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAL, Mme Nadia OUJAGIR, Mme Laure PHAETON, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, Edmond MARCEL, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, Mme Marianne LOYSON, M. Patrick CORNELIE, Pierre PORLON, Mme Maxcette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Daniel DULAC

DELEGUE(S) EXCUSE(S) : M. Jean-Luc BERNARD

DELEGUE(S) ABSENT(S) : M. Jean BARDAIL, M. Max BYRAM, José LUDGER, M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO, M. Olga BERAL, M. Alfred DONA ERIE, M. Patrice MOUDAT

DELEGUES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : 0

A été élu secrétaire de séance : Mme Sabine MAMERT-LISTOIR

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L 2224-1 et suivants

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

VU la délibération N°COM 2014-03-02 du 08 Mars 2014 portant débat d'orientation budgétaire au titre de l'exercice 2014 ;

VU le rapport de Mme La présidente annexé à la présente ;

Entendu le rapport de la commission des affaires financières réunie le 13 Mars 2014 ;

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité

DECIDE

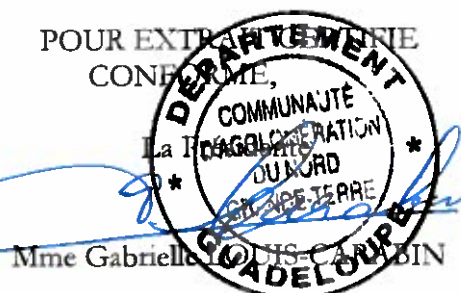
ARTICLE 1: De voter, chapitre par chapitre, le budget annexe 2014-M49-« EAU POTABLE » comme suit :

Dépenses			Recettes		
FONCTIONNEMENT					
Chapitre	Libellé	Montant	Chapitre	Libellé	Montant
011	Charge à caractère général	979 500	70	Ventes de produits fabriqués, prestations	2 000 000
012	Charge de personnel et frais assimilés	435 400	71		
65	Autres charges de gestion courante	50 000	73		
66	Charges financières	106 890	74		
			013		
014					
023	Virement à la section d'investissement	428 210			
TOTAL		2 000 000	TOTAL		2 000 000
INVESTISSEMENT					
20	Immobilisations incorporelles	1 000	13	Subventions	4 565 924
Op.Equ : 12	Matériel Informatique	1 000	10	Dotation, Fonds divers	256 760

				et réserves	
Op.Equ : 22	Aménagement Terrain	10 000	021	Virement de la section d'exploitation	428 210
Op.Equ : 23	Périmètre de protection	10 000			
Op Equ : 30	Extension de Réseaux	900 103			
Op Equ : 60	Raccordements	352 120			
Op Equ : 70	Ouvrage de Production	434 499			
Op Equ : 71	Ouvrage de Stockage	632 987			
Op Equ : 72	Ouvrages de suppression	10 820			
Op Equ : 73	Télégestion	30 000			
Op Equ : 78	Autres Ouvrages				
Op Equ : 80	Etudes				
Op Equ : 90	Renouvellement/Renforcement	2 486 811			
16	Emprunts et dettes assimilés	329 237			
TOTAL		5 250 894	TOTAL		5 250 894

ARTICLE 2: De charger la Présidente, le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du nord grande terre et le comptable, chacun en ce qui le concerne, de la mise en œuvre de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.



Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : grille-la-basse-terre@juradom.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R-421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 18 mars 2014

(6ème séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-03-13

OBJET : Détermination du lieu de la prochaine réunion

L'an deux mille quatorze, le mardi dix huit mars, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie de Morne-A-l'Eau, sur convocation et sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (28)

M. Jean ANZALA, M. Basile ARTHUR, M. Jules CAFAIT, M. Edgard CARLET, M. Sylvere ENODIG, Mme Anilbe ERONI, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Martienne LORMEL/ARPHÉXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAL, Mme Nadia OUJAGIR, Mme Laure PHAETON, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, Edmond MARCEL, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, Mme Marianne LOYSON, M. Patrick CORNELIE, Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Daniel DULAC

DELEGUE(S) EXCUSE(S) : M. Jean-Luc BERNARD

DELEGUE(S) ABSENT(S) : M. Jean BARDAIL, M. Max BYRAM, José LUDGER, M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO, M. Olga BERAL, M. Alfred DONA ERIE, M. Patrice MOUDAT

DELEGUES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : 0

A été élu secrétaire de séance : Mme Sabine MAMERT-LISTOIR

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L 2224-1 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;



Considérant que les séances du Conseil Communautaire doivent être organisées au siège de la Communauté d'Agglomération ou dans un lieu choisi par le conseil dans l'une des Communes membres.

Considérant le fait que l'article L. 5211-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que : « L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale se réunit au moins une fois par trimestre ou, pour les syndicats formés en vue d'une seule œuvre ou d'un seul service d'intérêt intercommunal, une fois par semestre. A cette fin, le président convoque les membres de l'organe délibérant. L'organe délibérant se réunit au siège de l'établissement public de coopération intercommunale ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres. Sur la demande de cinq membres ou du président, l'organe délibérant peut décider, sans débat, à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos ».

Le Conseil Communautaire OUI l'expose de la Présidente,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité

DECIDE

ARTICLE 1 Que la prochaine séance du conseil communautaire se tiendra à la mairie du Moule.

ARTICLE 2: De charger la Présidente et le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du nord grande terre, chacun en ce qui le concerne, de la mise en œuvre de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.



POUR EXTRAIT CERTIFIÉ
CONFORME,



Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.